

Je vous remercie, monsieur le ministre Alatas, de votre mot de présentation et de bienvenue. Je suis heureux d'être de retour dans votre pays, cette fois à l'occasion de la Conférence post-ministérielle annuelle de l'ANASE. En fait, je participe à ces réunions pour la sixième année. Je suis peut-être le seul ministre des Affaires étrangères, du moins parmi les partenaires du dialogue actuel, à avoir eu le privilège de participer à des réunions de la CPM dans toutes les capitales de l'ANASE. Je suis chaque année plus enthousiaste, à tel point qu'il me tarde d'accueillir en octobre tous mes collègues de l'ANASE à Jasper au Canada pour une réunion spéciale à l'Action de grâce canadienne.

Nous vivons à une époque extraordinaire pour les affaires mondiales. Que ce soit en Europe centrale et en Europe de l'Est, en Amérique centrale ou en Afrique du Sud, pour ne citer que ces trois régions, il s'est produit des changements spectaculaires que nous n'aurions jamais pu prédire lorsque nous nous sommes réunis la dernière fois à Brunei.

Il ne faut pas présumer que ces surprises sont terminées, ni que les surprises à venir seront positives. Les gouvernements, en particulier, ont la responsabilité d'essayer de prévoir le changement et de l'infléchir de façon favorable.

L'Asie n'est pas l'Europe. Elle est plus diverse, plus dynamique et, en termes de conflits potentiels, plus dangereuse en ce moment. Nous, Canadiens, qui vivons entre l'Asie et l'Europe et attachons beaucoup de prix à nos liens avec les deux, sommes profondément conscients des différences qui existent entre l'expérience de l'Atlantique et celle du Pacifique, mais nous sommes aussi en mesure d'observer quels pourraient être leurs éléments communs. Il ressort de façon frappante que le changement en Europe a été favorisé par une série d'institutions qui permettent et encouragent la consultation et la coopération : la Communauté européenne, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, l'OCDE. En Asie-Pacifique, à l'unique exception de l'ANASE, il n'existe pas d'institutions semblables.

Personne ne veut créer des structures simplement pour qu'elles existent. Il ne faut pas non plus se les refuser si on en a besoin. Le Canada croit que la consultation et la coopération sont de plus en plus nécessaires en Asie et dans le Pacifique pour en arriver à des arrangements qui ne sont ni importés ni imposés, mais qui traduisent la réalité et protègent la prospérité d'une partie du monde marquée à la fois par une croissance exceptionnelle et des tensions exceptionnelles.

Nous devons nous tourner davantage vers des institutions comme moyen de réduire les tensions. À l'heure actuelle, la paix internationale est plus menacée autour de la région de l'ANASE qu'en Europe. Cela devrait nous motiver à